

La lutte contre la pauvreté en débat

La lutte contre la pauvreté, thème-phare du monde du développement depuis quelques années, a suscité l'intérêt des participants même si beaucoup d'entre eux n'ont pas contribué à ce thème. Il semblerait que peu de gens aient la chance ou l'honneur de pouvoir participer à l'élaboration ces fameux cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté.

● *Éléments rassemblés par Émilie Baconnier* ●

Les instruments de lutte contre la pauvreté

Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) a été mis en place par les institutions de Bretton Woods suite à des décennies peu fructueuses d'ajustement structurel. Ce nouvel instrument a été créé dans le but de réfor-

mer les outils utilisés dans les politiques d'aide publique au développement. La contribution sur la présentation de l'élaboration des CSLP au Burkina et au Sénégal nous permet de mieux en comprendre les objectifs, modalités et intérêts sous-jacents.



D.R.

« Le CSLP a notamment pour vocation d'instaurer une cohérence entre les flux d'aide destinés à un pays et d'en accroître l'efficacité, spécialement en matière de lutte contre la pauvreté... Il apparaissait que les réformes institutionnelles conditionnant l'accès à des financements multilatéraux dans le domaine de la lutte contre la pauvreté devenaient de plus en plus précises... les réformes proposées

comprennent des prescriptions normatives constitutives d'un style de gouvernement... et ces mesures destinées à conduire les États concernés vers des économies de marché, sont jugées indispensables à la réussite des programmes de lutte contre la pauvreté. Les conditionnalités demeurent et le consensus recherché de l'ensemble des composantes nationales se présente comme une conditionnalité sup-

plémentaire en vue d'accéder aux ressources disponibles... Toutes ces démarches vont concourir à la mise en place à partir de septembre 1999, du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. (...)

Le CSLP relie étroitement les objectifs de lutte contre la pauvreté et le fardeau de la dette... L'objectif central des CSLP réside finalement dans l'élaboration d'un document unique et cohérent, retraçant les priorités nationales, établi de manière participative et pouvant servir de guide aux interventions des bailleurs. Si le terme participatif est employé, celui-ci laisse la place à plusieurs interprétations qui conduisent plus volontiers vers des consultations que des concertations entre différents groupes d'intérêt (...).

La difficulté d'élaborer un CSLP participatif sous contrainte de temps a été presque unanimement soulignée par les acteurs. Cette contrainte est perçue comme une faiblesse par rapport à l'appropriation de la démarche et de ses résultats en terme de planification... d'après maints acteurs, l'exigence de réformes d'ajustement pour la croissance et la réduction de la pauvreté conditionnelles à des réductions de dettes ne favorise pas la mise en œuvre d'une démarche participative.(...)

Au Burkina Faso, la redistribution des moyens et des rôles dans l'élaboration et la

► mise en œuvre des politiques ne semble pas avoir constitué l'enjeu principal d'un processus auquel la société a d'ailleurs faiblement participé... Au Sénégal, la représentation de la société civile lors du séminaire de lancement a été de moitié inférieure en nombre à

celle de l'État, ce qui a conduit à minorer ses points de vue. Dans les deux cas, le résultat s'est apparemment traduit par une sous-représentation des organisations civiles ou formelles comme les ONG et les syndicats... Si la participation a souvent davantage relevé de la

consultation que de la concertation, cette démarche est cependant susceptible de déboucher sur certains progrès. » ■

Karim et Tarik Dahou, Éric Hazard, ENDA (Environnement et action de développement), Sénégal.

Des outils perfectibles et de nouvelles stratégies en perspective

En partant du constat établi dans la contribution de Dumont qui reconnaît l'importance des outils de lutte mais souligne leur perfectibilité, de nombreuses contributions viennent illustrer à leur tour que les instruments utilisés ne sont pas parfaits et doivent être améliorés. Kane Sow critique les effets d'une précipitation de l'élaboration d'un CSLP, tout comme Hazard. Les conditionnalités pour l'accès aux financements, les aides multilatérales et la réduction de la dette en sont les causes. Les conditionnalités sont une limite à l'élaboration de cadres de stratégie et de politiques véritablement efficaces.

La participation est le thème fort qui ressort de ces contributions.

Quelle que soit la méthode, la participation de tous les acteurs est incontournable. C'est le thème qui fait consensus comme moyen d'améliorer les instruments de l'aide. Owona va même plus loin en positionnant les femmes « en tant que visage de la pauvreté ».

Pour remédier aux limites inhérentes aux instruments, Bernard Lecomte, Kane et Mbaye proposent des solutions : une plus large et effective participation des bénéficiaires et une concertation dans l'élaboration des politiques de lutte.

« Une myriade d'organisations caritatives et plus généralement de la société civile déploient leurs activités dans ces PMA. En fait on constate que leur nombre augmente parallèlement à la détérioration de la qualité de la vie et malheureusement leur augmentation peut être considérée comme un indice de l'état de pauvreté. Les actions entreprises par ces organismes dans différents domaines pour lutter contre la pauvreté sont appropriées à des problèmes ponctuels, bien ciblés. Leur efficacité est alors énorme... Mais les effets multiplicateurs à long terme demeurent pourtant absents... Dans un PMA, on ne peut avoir une lutte contre la pauvreté. On doit lutter pour le développement, tout simplement. » ■

Lesly Dumont, consultant, Haïti.

« Les femmes rurales dont les témoignages ont incontestablement apporté un plus dans la compréhension des mécanismes complexes et subtils de la lutte contre la pauvreté... La pauvreté aujourd'hui a littéralement revêtu le visage de la femme... Et pour lutter efficacement contre la pauvreté aujourd'hui au Cameroun, la microfinance apparaît comme l'un des maillons essentiels dans la recherche des solutions idoines... » ■

Owona Ntsana Joseph, Journal Patrimoine, culture et sciences sociales, Cameroun.

« Exiger de le rédiger dans un délai aussi court au risque de se voir inéligible à un financement peut avoir des conséquences très négatives quant à l'exhaustivité et à la qualité du produit fourni. » ■

Kane Sow Aminata, Ancar (Agence nationale pour le conseil agricole et rural), Sénégal.

« D'un côté, les associations paysannes cherchent à éviter d'être instrumentalisées par tel ou tel agent du système d'aide, puis lâchées par lui. Elles souhaitent un partenariat moins dissymétrique, de longue haleine, permettant une critique mutuelle, apportant des innovations. Elles ne pourront orienter le partenariat que si elles expriment un dessein commun... De l'autre côté, les différents intervenants externes doivent d'abord se concerter... »

Les acteurs nationaux ou étrangers qui cherchent à coordonner leurs efforts agissent à contre-courant. Pourquoi ? Parce que la majeure partie des engagements financiers de l'aide extérieure est obtenue à partir d'une prévision des objectifs permettant de prévoir les moyens de leur réalisation. Ces vêtements pré-fabriqués, apportés par chaque intervenant, forment au niveau local une série de corsets parallèles bien difficiles à unir et assouplir... Changer, cela exige de modifier 4 éléments-clés du système d'aide classique : 1/ programmer moins, suivre plus, 2/ déboursier immédiatement et au bon moment, 3/ Que nos partenaires acceptent de partager la res-

ponsabilité des essais, échecs et réussites, 4/ moins d'intermédiaires sur le chemin de l'aide. » ■

Bernard Lecomte, Grad (Groupe de réalisation et d'animation pour le développement), France.

« Dans ce contexte, il importe de réfléchir aux dispositifs à mettre en place et/ou à appuyer, pour instaurer une démarche d'élaboration concertée des politiques... et relever de façon substantielle les capacités de ces acteurs à diagnostiquer les situations et environnements. » ■

Mbaye Insa, Cifa (Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture), Sénégal.

« Le désengagement de l'État s'est traduit par un transfert de responsabilité au secteur privé de façon générale... »

Dès lors les organisations socioprofessionnelles de producteurs, entre autres, sont de fait appelées à jouer un rôle de premier plan pour garantir un impact significatif de l'appui des bailleurs destiné aux projets et programmes qu'elles initient. » ■

Kane Sow Aminata, Ancar, Sénégal.

Pertinence des politiques de lutte contre la pauvreté

Les contributions passent au crible les instruments et remettent ces derniers dans une perspective plus globale. Ces différents extraits évoquent tour à tour les problèmes de la conditionnalité de l'aide, de la traçabilité des fonds et des politiques agricoles et commerciales des pays du Nord qui réduisent l'impact espéré des nouveaux instruments de lutte contre la pauvreté. Les auteurs en vien-

nent à esquisser des réponses : stopper les subventions aux paysans du Nord et assurer un certain revenu aux producteurs en arrêtant de laisser entrer tous les produits de base à des prix artificiels et en protégeant l'agriculture des pays du Sud. La question sous-jacente pourrait être la dernière : Quelle aide face aux politiques agricoles et commerciales des pays riches qui rendent vains les efforts de développement dans les pays pauvres ?

« Recourir à l'aide extérieure pour la réalisation des activités et programme est encore un impératif et un défi et le rôle des bailleurs de fonds reste une nécessité pour la relance du développement national. Le partenariat dans l'aide au développement reste indispensable. La politique de l'aide au développe-

ment devrait tenir compte des réalités de vie des bénéficiaires et non être fondée selon les aspirations des bailleurs ou donateurs dont les conditions d'appuis financiers sont parfois difficiles à remplir, et dont les bailleurs tirent profit. Une partie de l'aide devrait être accordée directement aux ONG locales et aux particuliers. En

effet, il a été constaté que les aides données aux gouvernements ont fait l'objet d'une affectation pour laquelle elles n'étaient pas destinées. En unissant nos forces et expériences, la pauvreté sera vite réduite voire vaincue dans le monde. » ■

Nsengiyuma Patrice, Fondation Saint Dominique Savio, Rwanda.

« À Kiembara dans les années 1980, nous avons vécu une année de sécheresse, suivie donc d'une année de famine. En septembre, au moment le plus dur de cette année, dans un village proche de Kiembara un paysan est parti au marché du village voisin pour essayer d'y vendre sa chèvre (et obtenir ainsi un peu d'argent pour acheter du mil et nourrir sa famille). Seulement tous les paysans de la région étant dans la même situation que lui, le bétail était abondant. Le soir venu, non seulement il n'avait pas réussi à vendre sa chèvre... Mais, rentré à la maison, il l'a égoragée et préparée pour l'offrir à manger à sa famille. À la fin du repas, il a demandé à sa femme et à ses enfants s'ils avaient bien mangé. Tous ont répondu oui. Puis il a disparu. Au milieu de la nuit, sa femme inquiète est partie à sa recherche. Elle l'a retrouvé pendu.

Quelques années après cette scène, l'Europe (à travers le FED) a financé un projet d'appui au développement de l'élevage au

Sourou... Le village de Kiembara a obtenu un poste vétérinaire avec un réfrigérateur. Seulement le vétérinaire était toujours absent... il faut dire à sa décharge que ce projet n'intéressait pas beaucoup les paysans éleveurs du coin. En effet, au même moment l'Europe écoulait ses bas morceaux de viande (ses fameux CAPA) à des prix dérisoires... le bétail ne s'achetait plus ! » ■

Maurice Oudet, Sedelan (Service d'édition en langues nationales), Burkina.

« La lutte contre la pauvreté s'attaque aux manifestations extérieures, aux symptômes et aux conséquences des situations de pauvreté et non aux causes et racines du processus d'appauvrissement lui-même. Est-ce une lutte avec ou sans espoir ? » ■

Jules-Éric Mihamle, Comité de développement rural de Nyibamlan, Cameroun.

France : souris et rats ont la cote

De passage en Bretagne, un journaliste guinéen porte un regard incisif sur la solidarité : dans les magasins « verts » de France, souris et rats sont devenus le meilleur cadeau d'anniversaire pour les enfants.

Il est 17 heures dans ce quartier bondé de monde de Dinan. À côté de belles rues pavées arrosées par une fine pluie, un magasin «vert» qui ne passe pas inaperçu eu égard à l'affluence en ce début de soirée. Vous y retrouvez tout ce qui est «vert» mais aussi des animaux. Au nombre d'entre eux, des rongeurs notamment, souris et rats de couleur. Étonnante bousculade d'enfants et parents pour trouver des cadeaux d'anniversaire. Des gamins qui pleurnichent car leurs parents ne veulent pas de souris ou rats mais plutôt des pommiers à planter. Face à la persistance des enfants les parents cèderont. Le prix : 4 euros (env. 2 600 FCFA) pour une souris blanche, 8,90 euros (env. 6 000 FCA) pour un rat de couleur.

Sur le pourquoi, madame Françoise répond « nous sommes obligés d'accéder aux desiderata de ces gamins, ici ce n'est pas l'Afrique, donc ils peuvent porter plainte contre nous ». Une autre dame de renchérit, « les souris sont actuellement en vogue chez nous. Il s'agit pour ces enfants de porter l'animal sur l'épaule et parcourir les rues ». Cette mamie rappelle que certains enfants partaient avec ces souris en classe mais que fort heureusement cela a été interdit car cette pratique distrayait les élèves. « Quelle horreur de vivre avec ces rongeurs à la maison, s'inquiète Claire, des animaux qui peuvent véhiculer des maladies contagieuses ». « À Dinan, on se demande ce qu'il faut faire de sa fortune, mieux valait pour moi assister les pauvres français qui vivent dans les quartiers difficiles de Paris et de sa banlieue », suggère cette dame. « J'aime élever souris et rats car je suis écolo et ces animaux n'ont aucune défense vis-à-vis des prédateurs », clame Brigitte. « Et les SDF n'ont-ils pas le droit d'être assistés par vous avant que vous ne vous occupiez des rongeurs nuisibles ? » réplique cette cambodgienne.

L'élevage de souris et de rats est coûteux d'après les gérants des magasins. En moyenne, ils peuvent consommer par jour l'équivalent en nourriture de 4 euros. Ceci sans compter les soins particuliers des vétérinaires. Cette habitante de Vicomté-sur-Rance est obligée de venir à Dinan, à 18 km de chez elle, pour trouver l'alimentation du rat de son fils. Une raison de plus pour implanter des magasins d'alimentation pour rongeurs dans les 36 000 communes de France. Souris et rats ont de beaux jours devant eux. Le regain d'intérêt pour ces animaux s'expliquerait d'après des spécialistes par le fait qu'ils étaient en voie de disparition, remplacés par les cobayes dans les laboratoires. À cela

s'ajoutent de nombreuses campagnes de dératisation. « Je me demande comment ces éleveurs arrivent à concilier chat et souris à domicile ? » se demande Dominique. Madame Williams a aménagé une cage vitrée pour sa souris pour éviter qu'elle ne soit la proie facile de son berger. Cette voisine de madame Williams rappelle qu'à côté du domicile de cette dernière, il y a un SDF qui n'a rien pour se nourrir, encore moins pour se loger. « Il était à mon avis plus intéressant d'entretenir ce dernier que de s'occuper d'un rongeur nuisible », dira en substance Charles, agriculteur retraité.

Le paradoxe se trouve là : des riches qui se soucient peu ou pas des voisins pauvres qui se demandent comment manger. Une différence fondamentale avec l'Afrique où malgré la pauvreté la solidarité est là. Pas d'exclus, on se partage le peu qu'il y a dans le grenier. Le cas guinéen des 800 000 réfugiés libériens en 1991, en est un bel exemple. Cette arrivée massive et inattendue des libériens fuyant la guerre civile dans leur pays a pu être contenue grâce à la solidarité et à l'hospitalité des Guinéens. Ne serait-il pas mieux de s'occuper des SDF que d'élever des rongeurs nuisible ?

Ce médecin estime que « le prix d'un rat, 8,90 euros, c'est les frais de scolarité mensuelle dans une école privée d'un pays pauvre. La dépense mensuelle occasionnée par un rongeur peut donc scolariser un enfant pendant un an dans les pays en développement », conclura-t-il. Mieux, le temps qu'on met pour élever des souris et des rats dans un laboratoire pourrait être employé à construire plusieurs écoles primaires dans les pays pauvres. Cet universitaire fait une proposition : « favoriser l'exportation vers l'Occident des souris qu'on tue à longueur de journée dans les pays pauvres. Cela pourrait équilibrer la balance de paiement. Un tel commerce serait exonéré de taxes. À la longue ces souris remplaceraient les produits agricoles qui sont soumis aux normes européennes ». Une autre suggestion « rassembler tout l'argent qu'on dépense annuellement pour chiens, chats, souris et rats pour construire des logements sociaux pouvant abriter les milliers de SDF de France », notera cet ingénieur de Vannes.

Quoi qu'il en soit, élever des animaux c'est bien, mais s'occuper des SDF et autres exclus, c'est encore mieux. ■

Abdoulaye Diallo,
adiarid@yahoo.fr.